

# ÉTHIQUE ET RAISONS D'AGIR

## *La chronique d'Hugues Puel*

### *Le train sifflera trois fois*

La question des raisons d'agir des États-Unis face à l'Irak a été récemment traitée avec éclat par le géopoliticien américain Paul Kagan dans une publication du *Carnegie Endowment for International Peace*. La livraison de l'automne 2002 de la revue *Commentaire* nous en offre la publication intégrale. Selon cet auteur, les États-Unis sont mus dans leur action internationale par la recherche de la puissance en visant à s'affranchir de la tutelle du droit international, comme le montre leur opposition à l'interdiction des mines anti-personnelles (traité d'Ottawa de 1997), à l'institution de la Cour pénale internationale (1998), au protocole de Kyoto sur les émissions de gaz à effet de serre (2000), ainsi que leur attitude face à l'Irak, jusqu'à ce qu'ils se rallient à une position internationalement négociée dans le cadre de l'ONU sous l'influence de l'Europe. Cette dernière, au contraire, serait soucieuse de règlement diplomatique des conflits, de coopération internationale et de gouvernance mondiale. Ce qui l'intéresserait, ce serait d'alléger ses budgets de défense au bénéfice des dépenses sociales. Acceptant la faiblesse, les gouvernements européens chercheraient avant tout à offrir à leurs citoyens les conditions du bonheur.

Il faut reconnaître aux intellectuels américains un certain talent pour lancer les grands débats de géopolitique. Dès 1991, au lendemain de la chute du mur de Berlin, le philosophe hégélien Francis Fukuyama popularisait la thèse de la fin de l'histoire, avec la pacification des relations internationales grâce à l'extension de la démocratie représentative et la généralisation de l'économie de marché (1). En opposition, Samuel Huntington, son collègue de Harvard, commençait en 1993 à développer la thèse très opposée

du choc des civilisations qui devait aboutir à un ouvrage consistant, publié en 1996, et auquel les événements du 11 septembre 2001 donnèrent un éclat exceptionnel (2). La causalité culturelle et religieuse de Huntington s'y substitue à la causalité politique et diplomatique de Fukuyama. Plusieurs lectures sont donc possibles.

### La guerre contre le terrorisme

L'objectif de guerre contre le terrorisme est très confus (3). Une guerre suppose la désignation d'un ennemi identifiable : un pays avec son gouvernement. Si graves soient-ils, les actes de terrorisme proviennent d'un ennemi inconnu ou en tous cas non identifiable à un sujet réel ou potentiel de la société des nations : les anarchistes autrefois, les islamistes aujourd'hui. La répression de leurs méfaits ne relève pas de la guerre mais de la police. Les moyens qu'ils emploient dévalorisent toutes les causes qu'ils prétendent défendre, causes idéologiques, sociales ou religieuses. Mythifiées, ces causes ne permettent pas d'identifier un ennemi précis dans le champ du droit international. Tandis que Bush se sert de l'islamisme pour menacer d'intervention militaire tout pays qui lui apparaît sous la figure de l'ennemi, Poutine, quant à lui, utilise le terrorisme comme adversaire mythique pour écraser une nation, la Tchétchénie, dont les reven-

(1) **F. Fukuyama**, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.

(2) **S.P. Huntington**, *Le choc des civilisations* (The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order, New-York 1996) Paris, Odile Jacob, 1997.

(3) Lire **H. Puel**, *Economie & Humanisme* n° 360, mars 2002, p. 79-82.



dications identitaires s'expriment de façon récurrente depuis le dix-neuvième siècle. Le gouvernement de l'État d'Israël fait la même chose en Palestine.

Cette incohérence de la rhétorique du terrorisme comme objectif de guerre est illustrée par les références multiples au célèbre western *High noon*, tourné dans les années 1950, diffusé sous le titre *Le train sifflera trois fois* et maintes fois projeté sur les écrans de télévision. Il y a quelques mois, l'ancien directeur de la CIA, James Woolsey, avait identifié les États-Unis au shérif incarné par Gary Cooper abandonné de tous au moment de l'arrivée du train de midi, qui siffle trois fois et qui amène dans la ville, accompagné de deux comparses, le bandit qui la terrorisait naguère et qui venait d'être libéré de prison par des fonctionnaires corrompus (4). Les Européens étaient comparés aux amis lâcheurs du shérif qui avait libéré la ville de ce malfaiteur. L'ancien responsable de la célèbre agence de renseignement terminait son apologue de manière mélodramatique en les apostrophant ainsi « Rentrez chez vous vous occuper de vos gosses, Européens ! Et puis faites vos prières pour que, lorsque tout sera fini, nous ne rendions pas notre étoile en la laissant tomber dans la poussière. » On sait en effet que, dans la scène finale du film de Zimmerman, Gary Cooper, après avoir triomphé des bandits, jette son étoile de shérif et abandonne, écoeuré, superbe et méprisant, la ville à ses habitants lâches, veules, mais libérés par son courage. Il est significatif que le refus des Européens de soutenir une opération unilatérale des États-Unis en Irak soit comparé à un épisode de police dans l'Ouest américain visant à restaurer l'ordre public.

## La menace irakienne

Dans son brillant article, Paul Kagan revient sur la situation illustrée par *High noon*. Il fait finement remarquer que les

Européens ne sont pas les amis lâcheurs du shérif. Ils sont plutôt à identifier au patron du saloon. Comme celui-ci, ils cherchent plutôt à servir à boire à tous les clients, qu'ils soient amis du shérif gardien de l'ordre public ou mauvais garçons mettant la ville en coupe réglée. Les raisons d'agir ne sont pas les mêmes. Le shérif veut instaurer la loi et l'ordre. Le patron du saloon cherche à actionner son tiroir-caisse pour son plus grand bien-être.

La rhétorique de George W. Bush se réfère, selon Kagan, au « monde anarchique décrit par Hobbes, où l'on ne peut se fier aux lois et règles internationales, et où la véritable sécurité, ainsi que la défense et la promotion d'un ordre libéral, dépendent toujours de la possession de la puissance militaire et de son utilisation » (5). Le monde international est structuré par le rapport ami-ennemi selon tout un courant pessimiste de la philosophie politique. L'ONU, dont les résolutions sont bafouées par le président irakien, ne peut rien sans la puissance américaine.

La diplomatie d'un Jacques Chirac réussit à incarner la position d'une Europe qui ne peut ou ne veut être une puissance, et dont la culture stratégique repose sur la négociation, la diplomatie et les liens commerciaux, sur la mise en œuvre du droit international, sur la séduction plutôt que sur la coercition, sur le multilatéralisme plutôt que sur la menace de la guerre préventive (6). Mais il s'agit toujours, en fin de compte, de sauvegarder le confort des Européens.

Cette opposition rend-elle compte de la réalité face à la menace irakienne ?

(4) Texte publié en 2002 par le Global Viewpoint/Los Angeles Times Syndicate International.

(5) P. Kagan, op. cit. p. 517.

(6) P. Kagan, op. cit. p. 526. Plus récemment, Paul Kagan exprime son agacement de la mise en cause de la puissance américaine par la France dans un article du *Washington Post*, reproduit dans le *Courrier international* du 14-20 novembre 2002 qui le traduit sous le titre « Paris boxe au-dessus de sa catégorie ».

L'actualité en décidera, mais beaucoup de faits rendent ce jugement problématique. L'Europe est divisée. Tout en affirmant un indéfectible soutien aux États-Unis, la Grande-Bretagne plaide auprès de son allié privilégié le respect des procédures des Nations Unies. Le Chancelier Schröder n'a gagné les élections allemandes qu'en affichant face à l'Irak une position pacifiste qui a fort irrité la Maison blanche. Si une Europe puissance doit se réaliser un jour, ce sera grâce à l'alliance franco-britannique. La Grande-Bretagne maintient ses dépenses militaires à un niveau élevé et le Président français veille à ce que le budget militaire, qui avait beaucoup souffert pendant les années du gouvernement Jospin, retrouve peu à peu un niveau équivalent à celui de son partenaire européen d'outre-Manche, lequel s'empresse de l'en féliciter. On voit que le doute subsiste sur les raisons d'agir de l'Union européenne : le bonheur ou la puissance ?

## Les raisons d'agir des États-Unis

Avec la fin de la guerre froide, les États-Unis se sont retrouvés comme seule superpuissance sur la scène du monde, non par leur volonté propre, mais du fait de l'implosion de l'URSS. La tradition nationale américaine n'est-elle pas celle du bonheur ? Les pèlerins de la Mayflower quittaient une Europe en proie aux guerres de religion et cherchaient un havre où prier Dieu librement et à leur façon. Sans doute ont-ils conquis l'espace de leur liberté en éliminant violemment les indiens qui l'occupaient paisiblement. Mais leur doctrine diplomatique traditionnelle était celle d'un président Monroe affirmant, au début du dix-neuvième siècle, la neutralité de leurs États fédérés, tout en se réservant le droit d'intervenir militairement en cas de nécessité sur l'ensemble du continent. La décision du Président Wilson de débarquer en Europe en 1917 pour mettre un terme à la guerre qui opposait l'Allemagne au Royaume Uni

et à la France a mis fin, par le fait même, à la doctrine isolationniste de Monroe. Depuis lors, les États-Unis sont intervenus à la demande de l'Europe non seulement pour mettre fin aux atrocités nazies, mais aussi, encore récemment en Bosnie, pour tenter d'établir un nouvel équilibre dans tous les pays de la zone balkanique.

Pourtant, le rayonnement des États-Unis vient moins de sa puissance que de l'« american way of life » qui séduit le monde entier, notamment à travers les séries télévisées qui se projettent sur tous les écrans de la planète. Mais aujourd'hui le doute n'est pas sur la raison d'agir du gouvernement des États-Unis. Son affirmation de responsabilité à l'égard du monde entier est évidente. Elle porte sur la réalité de cette puissance. Le débat à cet égard fait rage, comme en témoigne un essai du démographe Emmanuel Todd significativement sous-titré « sur la décomposition du système américain », qui critique l'idée des États-Unis comme empire (7), ce à quoi répond le magazine *Alternatives économiques*, dans son numéro de novembre 2002, montrant combien éclatante est la suprématie de l'économie américaine. Les États-Unis ne sont pas du tout une nation comme les autres.

Le modèle social européen serait-il en train de devenir l'héritier présomptif de l'« american way of life » comme figure du bonheur ? Un mémorandum récent d'économistes européens en fait la proposition (8). Le débat est devant nous. Mais on doit ouvrir l'éventail des raisons d'agir en faisant appel à tous les ressorts de la conscience humaine.

(7) E. Todd, *Après l'empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Paris, Gallimard, 2002

(8) Miren Etxezarret (Barcelone), John Grahl (Londres), Jörg Huffschmid (Brême), Jacques Mazier (Paris), « De meilleures institutions, des règles et des moyens au service du plein emploi et du bien-être social en Europe », Memorandum 2002 des économistes européens pour une politique alternative en Europe, novembre 2002.



## Le drame de conscience de la femme quaker

Dans *Le train sifflera trois fois*, le shérif héroïque n'échappe à la mort que grâce à sa femme. De religion quaker et non-violente par principe, elle est horrifiée de cette histoire et se retire du champ de bataille. Mais apprenant le danger dans lequel se trouve son mari, elle se ravise, revient à la ville, s'empare d'un fusil et intervient au moment précis où le shérif allait être abattu par un des bandits. Cet épisode est insuffisamment commenté par les théoriciens de la géopolitique. Voilà donc que la conscience, avec ses convictions et ses transgressions, ses dilemmes et ses sursauts, intervient dans l'histoire de façon décisive.

Des ouvrages savants n'hésitent plus à intégrer cette donnée de la conscience et de sa liberté. Lorsque Jacques Généreux met en pièce nombre de présupposés d'une science économique déterministe et arrogante, il manifeste avec brio les raisons d'une économie humaine en faisant appel à la conscience de chacun, concluant ainsi un de ses chapitres sur « les vraies lois de l'économie » : « Chaque matin, levez-vous en pensant qu'aujourd'hui la première préoccupation d'un milliard d'hommes et de femmes sera de trouver de l'eau. Chaque soir, projetez-vous vers le dernier instant de votre vie et imaginez ce qui vous semblera alors le plus précieux : les richesses que vous aurez accumulées ou celles que vous aurez données » (9). Dans un volume collectif où une vingtaine d'économistes rendent hommage à

Bernard Rosier, brillant économiste critique, mort prématurément il y a dix ans, l'un d'entre eux, chef de file de l'école radicale américaine, Stephen Marglin, met en cause les bases d'une économie au service de la fausse richesse en déclarant que ce n'est pas la rareté qui cause la rivalité, mais la rivalité qui cause la rareté (10). Notre individualisme contribue à créer la rareté au sein de l'abondance. Il nous empêche de voir que la rareté est vaincue et de nous organiser pour profiter de notre triomphe. Reprenant ainsi à nouveaux frais la question des besoins qui fut le point de départ du mouvement Economie & Humanisme, Marglin entrevoit une société où la dignité de chaque être humain serait affirmée, où l'autonomie de chaque conduite serait reconnue dans sa rationalité, où l'intimité des personnes serait protégée des regards et où le développement permettrait à chacun d'exprimer ce qu'il a d'unique et de singulier. Dans sa *Démocratie en Amérique*, Tocqueville avait expliqué que la montée de l'égalité risquait d'exacerber la concurrence et la violence. Marglin annonce que l'abondance est là, si nos désirs se purifient de toute recherche de puissance. Voilà qui appelle à un combat spirituel pour acquérir la sagesse qui est le vrai bonheur.

Hugues Puel  
Décembre 2002

(9) J. Généreux, *Les vraies lois de l'économie* tome II Paris, Le Seuil 2002, p. 80.

(10) P. Dockès et alii, *Ordre et désordre dans l'économie-monde*, Hommage à Bernard Rosier, collection Quadriga, Paris, PUF, 2002. La contribution de Stephen Marglin, « Individualisme et rareté », p. 419-447.